



P. 18 Guy l'Européen

Verhofstadt en visite chez Sarkozy à Paris. Avec la future présidence européenne en ligne de mire ? © B.

BREF

JUSTICE

Vers un quatrième procès Rwanda

La chambre du conseil de Bruxelles a décidé de renvoyer Ephrem Nkezabera, ex-directeur de la Banque commerciale du Rwanda, vers la cour d'assises de Bruxelles pour des crimes de génocide, de guerre et de viol. Les faits remontent au génocide de 1994, à Kigali, où le banquier finançait les milices génocidaires. Ce renvoi devra encore être confirmé en chambre des mises en accusation. Le procès pourrait encore se dérouler avant la fin de l'année. (J.-P. B.)

ÉTATS-UNIS

Wisconsin et Hawaï : Obama engrange les succès

Barack Obama a remporté mardi la primaire démocrate du Wisconsin ainsi que les caucus de Hawaï, son État de naissance, portant à dix le nombre de ses victoires consécutives sur Hillary Clinton dans la course à l'investiture du Parti démocrate pour la présidentielle américaine – lire aussi l'éditorial p. 22. Du côté républicain, le sénateur de l'Arizona, John Mc Cain, vainqueur de primaires dans les États de Washington et du Wisconsin, a encore accru son avance sur son dernier concurrent républicain Mike Huckabee. (ap)

IRAK

Hôpitaux psychiatriques infiltrés par Al-Qaïda ?

Le réseau Al-Qaïda en Irak a eu accès aux dossiers de patients d'hôpitaux psychiatriques et utilise des femmes handicapées mentales pour commettre des attentats-suicides, a affirmé l'armée américaine. Selon le contre-amiral Gregory Smith, porte-parole américain à Bagdad, les deux femmes qui se sont fait exploser sur des marchés animaliers à Bagdad le 1er février tuant une centaine de personnes avaient été traitées dans deux établissements différents dans les semaines précédentes. « Nous pensons qu'Al-Qaïda les a approchées séparément et en cachette de leurs familles, et les a recrutées pour mener ces attaques barbares », a-t-il dit ; « notre inquiétude est qu'Al-Qaïda ait pu accéder aux dossiers des hôpitaux psychiatriques ». (afp)

EN DEUX MOTS

Congo. La Monuc – Mission de l'ONU en République démocratique du Congo – a confirmé mercredi le massacre d'« au moins 30 civils » en janvier par des éléments du Congrès national pour la Défense du Peuple (CNDP) du général rebelle tutsi Laurent Nkunda dans des villages du Nord-Kivu. (afp)

Darfour. L'armée soudanaise a affirmé mercredi avoir repris aux rebelles la zone de Djebel Moun, dans l'ouest du Darfour, à l'issue d'une opération lancée mardi, au cours de laquelle elle a perdu huit soldats. (afp)

Proche-Orient. Washington envisage la possibilité de déployer temporairement des troupes de l'Otan en Cisjordanie, entre le retrait de l'armée israélienne et le moment où l'Autorité palestinienne contrôlera la situation, a affirmé mercredi le quotidien *Jerusalem Post* en citant des responsables du ministère israélien de la Défense. (afp)

Rwanda / Le président américain reçoit tous les honneurs à Kigali

L'enfant chéri de l'Oncle Sam



UN PAS DE DANSE après l'inauguration de la nouvelle ambassade américaine à Kigali : le président George W. Bush et son homologue rwandais, Paul Kagame, sont manifestement sur la même longueur d'onde. © JIM WATSON/ AFP.

LA TOURNÉE de « Bush l'Africain » est passée, de façon très intéressée, à Kigali. Où sécurité et business font bon ménage.

KIGALI DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Malgré les embarras de circulation, la présence de militaires à tous les carrefours sans parler des policiers en civil qui quadrillaient la ville, les habitants de Kigali ont vécu la visite de George W. Bush comme un moment historique. Pour la circonstance, la ville s'est présentée sous son meilleur jour : elle étincelait de propreté, avec ses parterres de fleurs, ses ronds points rehaussés par des statues. Dans le district de Kicukiro, proche de l'aéroport, maisons et boutiques ont été repeintes de frais, les propriétés sont désormais entourées de murs de briques et non plus de haies vives.

Bien avant l'arrivée de l'illustre

visiteur, les sans papiers avaient été écartés, les marchands ambulants priés de disparaître, les enfants des rues devenus invisibles. Kigali, vitrine d'un Rwanda en plein développement, cache ses pauvres et s'enorgueillit de son golf, de son lac artificiel, de ses immeubles flambant neufs qui pourraient accueillir des institutions internationales chassées de Nairobi et rassurées par la sécurité du pays. « Nous sommes honorés par toutes ces visites », dit Koko, un jeune chauffeur né au Burundi, qui rappelle que depuis janvier, Kigali a accueilli le président allemand, Horst Köhler, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki moon et le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner. Mais pour Koko, « Bush, c'est dif-

férent, il vient ici en ami, et ne dit que de bonnes choses sur nous »...

Gratien, sociologue, est moins enthousiaste : « Les Américains sont partout. Bill Gates se serait acheté une maison au bord du lac Mwazi, Bill Clinton rend régulièrement visite à son ami Kagame, une station a été installée au-dessus du mont Karisimbi, qui peut écouter toute l'Afrique, un nouvel aéroport sera bientôt construit dans le Bugesera, afin de désengorger Kanombe qui deviendra un aéroport militaire... » Comme pour confirmer ces dires, le président Bush a inauguré la nouvelle ambassade de son pays, une véritable forteresse qui domine la ville, avec, sur la colline d'en face, l'imposant bâtiment du ministère de la Défense, que chacun ap-

pelle déjà... le « Pentagone ».

Visiblement à l'aise et détendu, frappant le président Kagame dans le dos, s'installant presque au ras du sol dans une école pour mieux écouter les enfants, George Bush a fait bonne impression au Rwanda. Sa simplicité d'allure, la gentillesse de son épouse Laura ont été appréciés tandis que des officiels comme le député Denis Polisi, relevaient que « lui au moins ne nous fait pas la leçon et n'assortit pas ses propos de critiques et de réserves comme le font si souvent les Européens... » Visitant à Gisozi le mémorial du génocide, George Bush s'est longuement attardé dans une petite pièce sombre, où ont été entassés des crânes et des ossements de victimes. Contraire-

ment à son prédécesseur Bill Clinton, qui avait demandé pardon pour l'inaction de son pays en 1994, Bush, après avoir affirmé que ce lieu touchait « les émotions au plus profond », n'est pas revenu sur le passé. Il a préféré souligner qu'il fallait plutôt veiller à ce que des actions de ce genre ne se reproduisent plus et aider les Rwandais à se réconcilier et à avancer.

En fait, le Président américain a été très touché par le fait que le Rwanda a été le premier pays à envoyer un contingent militaire dans le Darfour, où il a été le fer de lance de la force d'intervention africaine. Les États-Unis ont participé à la formation et au transport des troupes rwandaises – dont les premiers éléments ont toutefois été acheminés par les C130 belges – et ils envisagent une aide supplémentaire de 100 millions de dollars

« Bush au moins ne nous fait pas la leçon et n'assortit pas ses propos de critiques comme le font si souvent les Européens »

pour les soldats de la paix.

La lutte contre le sida a également été au centre des entretiens de George Bush. Le Rwanda est en effet l'un des treize pays d'Afrique bénéficiaires des 15 milliards de dollars libérés par les États-Unis dans le cadre du plan présidentiel d'urgence dans la lutte contre le sida, le Pefpar, et Bush vient de demander au Congrès de doubler ce montant.

Kagame et Bush ont ceci de commun qu'à l'aide et à la philanthropie, ils préfèrent les engagements d'ordre commercial. Ils ont donc signé un important traité d'investissements, qui garantira les initiatives privées. Le Rwanda mise sur le grand marché américain et, par exemple, a conclu un accord de commercialisation de son thé avec Starbucks, le plus grand distributeur de thé et de café aux États-Unis. En outre, Kigali se portera peut-être candidat pour accueillir Africom, le centre de commandement américain en Afrique aujourd'hui basé à Stuttgart. A Kigali, il se chuchote que le pays, chouchouté par un Oncle Sam qui a ignoré le Congo voisin, a vocation de devenir une « base américaine ». Mais le sujet demeure tabou... ■ COLETTE BRAECKMAN

Proche-Orient / L'escroquerie des pensions allemandes fait du bruit en Israël

Des anciens déportés devenus clochards

TEL-AVIV DE NOTRE CORRESPONDANT

Vous avez une mentalité de rat et vous méritez de moisir là où vous vous trouvez ». C'est en ces termes que Nathan Zeevi, un présentateur de radio connu pour son franc-parler, interpellait mardi l'ex-avocat Israël Perry condamné à douze ans de prison pour avoir détourné une partie des compensations allemandes destinées aux rescapés des camps nazis.

En 1983, l'État hébreu et la République fédérale allemande ont en effet conclu un accord selon le-

quel tout ancien déporté bénéficiant de la nationalité israélienne depuis 1953 et ne résidant pas dans les territoires occupés peut bénéficier d'un dédommagement pouvant atteindre 100.000 DM ainsi que d'une pension allemande et d'avantages sociaux.

Avocat peu connu mais ambitieux et débrouillard, Perry s'est alors spécialisé dans la représentation des anciens déportés réclamant leur dû à l'Allemagne. Recevant ses clients dans un cinq-étoiles de Tel-Aviv, l'avocat leur proposait de les représenter. Il faisait bien sûr signer des procura-

tions ainsi que des engagements auxquels les ex-déportés ne comprenaient pas grand-chose.

En fait, en accordant leur confiance à Perry, les rescapés des camps cédaient une partie – voir la totalité de leurs allocations – à une compagnie d'assurance créée par l'avocat dans un paradis fiscal. En vingt ans, l'intermédiaire a ainsi traité des milliers de dossiers. Détournant 320 millions de DM (environ 150 millions d'euros).

Lorsque ses clients se plaignaient de ne pas voir leur dossier progresser, il évoquait la

« mauvaise volonté allemande » et les lenteurs de la diplomatie...

L'« escroquerie des pensions allemandes » fait un bruit énorme en Israël. Parce la déportation y est toujours une question sensible et parce que Perry a, jusqu'à son arrestation, toujours disposé d'excellentes connexions politiques.

Création d'une commission

Ce scandale est d'autant plus retentissant qu'il survient quatre mois après qu'Éhoud Olmert s'est engagé à assurer une fin de vie décente aux 250.000 der-

niers survivants et ayants droit résidant en Israël. Or, cette promesse n'a jamais été concrétisée. Le Trésor refuse de débloquer les fonds et nombre d'anciens déportés, parmi lesquels des victimes de Perry, en sont toujours réduits à la mendicité.

Excédés par cette mauvaise volonté, la Knesset a créé il y a trois semaines une commission d'enquête parlementaire « sur le traitement des victimes de la Shoah ». L'ex-juge à la Cour suprême Dalia Dorner, qui la présidera, rendra son rapport au début du printemps. ■ SERGE DUMONT